

N° DP 23/1205

DECISION DU PRESIDENT

23TIC02 - ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT D'APPLICATIONS WEB POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE ET DE LA VILLE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 et L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 05/12/2023,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de prestations de développement d'applications Web pour les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Métropole TPM) et la ville de Toulon (VDT),

CONSIDERANT que le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de prestations liées aux développements informatiques spécifiques aux besoins des différents métiers pratiqués par la Métropole TPM,

CONSIDERANT qu'afin d'optimiser les coûts d'acquisition et de maintenance des systèmes d'information, la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée ont décidé de mutualiser leurs ressources informatiques,

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots, le pouvoir adjudicateur ayant décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Le marché permet l'identification de prestations distinctes mais la dévolution en lots séparés présente un inconvénient technique ou financier. La gestion des prestations de maintenance, d'assistance, de formation par plusieurs sociétés aurait pour conséquence la dégradation de la qualité des prestations techniques et un allongement considérable des délais de réalisation des prestations. Cela rendrait plus coûteuse l'exécution des prestations imputables à la coordination, la planification et le séquençage d'exécution des différentes prestations entre les différentes sociétés,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offre a été lancée en date du 11/09/2023 avec une date limite de remise des offres fixée au 18/10/2023,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, JOUE et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 44 dossiers ont été téléchargés et 8 anonymement,

CONSIDERANT que 2 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT qu'un courrier de demande de régularisation a été transmis à la société FRENCH APP & WEB en date du 13/11/2023 avec une date limite de réponse fixée au 20/11/2023 dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et a été analysée,

CONSIDERANT que la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la passation de l'accord-cadre avec la société :

- ATOS France sise à (95870) BEZONS,

CONSIDERANT que la société présente les garanties et capacités, techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société :

- ATOS France sise à (95870) BEZONS.

ARTICLE 2

DE DECLARER la candidature de la société FRENCH APP & WEB régulière.

ARTICLE 3

DE SIGNER l'accord-cadre ainsi que les actes nécessaires à son exécution avec la société :

- ATOS France, pour un montant estimatif de 154 642,55 euros HT (BPUF valant DENC), étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum HT	Maximum HT
5 000 euros	250 000 euros

ARTICLE 4

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa date de notification. Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 5

DE DIRE que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le budget principal 2024 (et suivants), sur les opérations dédiées des antennes concernées, dans la limite des crédits disponibles.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **15 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

